

LOI HAMON

Quelles nouvelles règles encadrant les relations fournisseurs-distributeurs ?

25/03/2014 - PARIS

Pourquoi participer à cet événement

- Bénéficiez d'un panorama juridique complet sur la loi Hamon encadrant les négociations commerciales
- L'occasion de faire le bilan à chaud des négociations commerciales
- Avec la participation d'un cabinet d'avocat expert
- Le témoignage de 4 fédérations représentatives de la grande consommation

Avec la présence exceptionnelle de

- **AMIRAULT Dominique**
Président
FEEF
- **CREYSSEL Jacques**
Délégué général
FCD
- **DU GARDIN Marie**
Avocat associé et directeur régional
FIDAL
- **LEROY Olivier**
Avocat associé et directeur du département
Concurrence-Distribution
FIDAL
- **MANGIN Philippe**
Président
COOP DE FRANCE

Journée animée par la rédaction de LSA -
Programme soumis à modifications

Accueil des participants

Le point juridique

- Le rôle des Conditions Générales de Vente dans la négociation commerciale
- Industriels : quelle valeur accorder à vos CGV

Le point de vue de la FEEF

- Quels enjeux du rééquilibrage des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs
- Complexification de la relation commerciale, fragilisation des PME... : les impacts des nouvelles conditions de délais de paiement pour les PME, notamment en termes de trésorerie
- Les avancées de la loi dans le cadre d'une fluctuation brutale du prix des matières premières
- La destruction de valeur, une fatalité ?

Le point juridique

■ PANQUIAULT Richard
Directeur général
ILEC

Qui participe à cet événement

■ Distributeurs | Industriels de grands groupes et
PME

■ Formalisation de la négociation et encadrement de la
relation commerciale

■ La nouvelle politique en matière de « prix convenu » à
l'issue de la négociation

Pause

Le point de vue de l'ILEC

■ Que va changer la loi Hamon pour les fabricants de
produits de grande consommation

Le point juridique

■ Décrypter la clause de renégociation des tarifs et les
nouvelles règles du jeu concernant les NIP

■ Focus sur les MDD

Le point de vue de Coop de France

■ Quel ajustement de la LME par la loi relative à la
consommation pour garantir la compétitivité et pérennité
des filières agricoles et agroalimentaires

■ Illustrations au regard du formalisme, du respect des
CGV et de l'encadrement des MDD

Le point juridique

■ Tribunaux administratifs, amendes, pouvoir d'injonction...
: quelles sont les sanctions applicables

■ Le point sur les nouvelles dispositions en faveur de la
DGCCRF et le renforcement des moyens d'action de
l'administration

Le point de vue de la FCD

- Quels impacts des nouvelles règles du jeu pour les distributeurs
- Renforcement des CGV, envoi présumé des prix, sanctions administratives... : faire face aux principales inquiétudes des enseignes

Fin de la matinée-débat - Cocktail déjeunatoire
